L'ACTION DE LA FRANCE CONTRE LA PROLIFÉRATION

« La prolifération des armes de destruction massive constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. »

Proclamé dès 1992, puis inscrit dans la résolution 1540 en 2004, ce principe a été vigoureusement rappelé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement le 24 septembre 2009, lors de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1887.

E. Lepichon/ECPAD

Actions concrètes pour entraver les transports proliférants

« Face à la prolifération, la communauté internationale doit être unie et résolue. Parce que nous voulons la paix, nous devons être sans faiblesse avec ceux qui violent les normes internationales. »

Nicolas Sarkozy, Président de la République,
Discours de Cherbourg, 21 mars 2008

Porter un coup d'arrêt à la prolifération des armes nucléaires, mais aussi des armes chimiques, biologiques et de leurs vecteurs, est une priorité :

- la prolifération fragilise l'architecture globale de sécurité ;
- elle accroît la menace d'un détournement par des groupes terroristes ;
- elle ébranle la confiance mutuelle et nuit au développement des coopérations internationales dans le domaine des usages pacifiques de l'énergie nucléaire, au détriment de l'immense majorité des États, qui s'acquittent de bonne foi de leurs obligations ;
- elle est également susceptible de freiner les efforts de désarmement, notamment nucléaire.

La lutte contre la prolifération est donc **un impératif pour la sécurité de tous.**

Consciente des enjeux pour le régime international de non-prolifération nucléaire, fondé sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), mais aussi pour la sécurité régionale et pour notre sécurité collective, **la France est un acteur déterminé de la lutte contre la prolifération.**

FranceTNP2010
De l'engagement aux actes
New York 3/28 mai 2010

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FRANCE'S ACTION AGAINST PROLIFERATION

"Proliferation of weapons of mass destruction constitutes a threat to international peace and security."

This principle, first proclaimed in 1992 and enshrined into Resolution 1540 in 2004, was strongly reiterated by the United Nations Security Council meeting at the level of Heads of State and Government on 24 September 2009 on the unanimous adoption of Resolution 1887.

E. Lepichon/ECPAD

Concrete actions to impede proliferation trafficking

"In the face of proliferation, the international community must remain united and resolute. Because we want peace, we must show no weakness to those who violate international norms."

Nicolas Sarkozy, President of the French Republic,
Cherbourg Speech, 21 March 2008

It is vital to stop the proliferation of nuclear, chemical and biological weapons and their delivery systems:

- Proliferation weakens the global security architecture;
- It increases the threat of diversion by terrorist groups;
- It shakes mutual trust and undermines the development of international co-operation in the peaceful uses of nuclear energy, at the expense of the vast majority of States that respect their obligations in good faith;
- It could also put a brake on disarmament efforts, especially nuclear.

Action to stop proliferation is therefore **imperative for the security of all.**

France is a resolute player in the fight against proliferation, aware as it is to its implications for the international nuclear non-proliferation regime, based on the Non-Proliferation Treaty (NPT), and for regional security and the collective security of all.

FranceTNP2010
Turning commitments into actions
New York 3/28 May 2010

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1. RÉPONDRE RÉSOLUMENT AUX CRISES DE PROLIFÉRATION

En soutenant le rôle du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, **la France mobilise l'ensemble des moyens dont elle dispose pour aboutir au règlement des graves crises de prolifération** auxquelles est confronté actuellement le régime international de non-prolifération nucléaire, en Iran et en Corée du Nord. Elle continue en particulier, avec ses partenaires du groupe des Six (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, Allemagne), de rechercher sans relâche une solution diplomatique au dossier nucléaire iranien, dans le cadre de la **double approche,** qui allie dialogue et fermeté.

Une réponse prompte, déterminée et crédible de la communauté internationale à ces crises de prolifération est indispensable pour préserver le TNP, fondement essentiel du système de sécurité collective, pour maintenir la confiance de ses membres dans la capacité du Traité à assurer leur sécurité, et pour éviter le développement par d'autres pays d'activités nucléaires à des fins non pacifiques.

1. RESOLUTE RESPONSE TO PROLIFERATION CRISES

In its support of the UN Security Council's role in keeping international peace and security, **France is drawing on all its resources to resolve the serious proliferation crises** currently facing the international nuclear non-proliferation regime in Iran and North Korea. In particular, it is continuing its unstinting work with its partners of the Six (United States, Russia, China, United Kingdom and Germany) to seek a diplomatic solution to the Iranian nuclear issue in a **dual-track approach** that combines dialogue and firmness.

It is vital for the international community to respond in a prompt, determined and credible manner to these proliferation crises to uphold the NPT, the bedrock of the collective security system, to preserve its members' confidence in the Treaty's capacity to ensure their security, and to prevent the development of nuclear activities for non-peaceful purposes by other countries.

UN Photo/Erin Siegal

Sommet du Conseil de Sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, 24 septembre 2009

Security Council Summit on Nuclear Non-proliferation and Nuclear Disarmament, 24 September 2009

2. RENFORCER LE RÉGIME INTERNATIONAL DE NON-PROLIFÉRATION

La France appuie les efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour que son système de garanties demeure pleinement crédible et efficace.

- Elle veille à ce que l'Agence dispose des moyens humains, financiers et techniques suffisants pour remplir efficacement sa **mission de vérification.** Elle lui apporte dans ce domaine une expertise et une aide technique.
- La France soutient **l'universalisation du protocole additionnel,** qui élargit le champ d'investigation de l'AIEA et est seul à même de donner à l'Agence l'ensemble des moyens de vérification nécessaires. La France a elle-même signé en 1998 un protocole additionnel.

Siège de l'AIEA, Vienne
IAEA Headquarters, Vienna

23 millions d'euros

C'est la contribution totale de la France au budget de l'AIEA en 2009, soit :

- **17 millions d'euros de contributions au budget ordinaire ;**
- **4 millions d'euros de contributions volontaires ;**
- **2 millions de contributions aux autres budgets (contributions financières et en personnel).**

100 États

La France a donné des assurances négatives de sécurité à près d'une centaine d'États dans le cadre des protocoles aux traités créant des zones exemptes d'armes nucléaires.

Le contrôle des exportations, un outil essentiel pour lutter contre la prolifération.

- La France apporte son **soutien aux différents groupes informels de pays fournisseurs :** groupe des fournisseurs nucléaires (NSG), groupe Australie, comité Zangger, Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) dont elle assure le secrétariat permanent.
- Elle applique des **contrôles nationaux rigoureux.** Grâce à la réglementation européenne, les recommandations des différents groupes de fournisseurs sont directement applicables en droit national.
- Elle s'engage, dans le cadre du NSG, en faveur de l'adoption de **critères renforcés pour l'exportation des technologies d'enrichissement et de retraitement** du combustible nucléaire, qui sont particulièrement sensibles.

Le soutien aux zones exemptes d'armes nucléaires : outre le Traité de l'Antarctique de 1959, la France est partie aux protocoles annexés au Traité de Tlatelolco (ratifiés en 1974 et 1992), au Traité de Rarotonga (ratifié en 1996) et au Traité de Pelindaba (ratifié en 1996). Elle soutient l'objectif d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient.

La France participe au Système de surveillance international du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Elle est responsable dans ce cadre de 24 stations de surveillance.

« Sans le protocole additionnel, nous ne pouvons pas réellement remplir notre mission d'une manière crédible »

Directeur général de l'AIEA, Conseil des Gouverneurs, juin 2009

Les exportations de matériels sensibles font l'objet de contrôles stricts
Any transfer of sensitive good is strictly controlled

2. STRENGTHENING OF THE INTERNATIONAL NON-PROLIFERATION REGIME

France supports the efforts of the International Atomic Energy Agency (IAEA) to keep its safeguards system fully credible and effective.

- It ensures that the Agency has sufficient human, financial and technical resources to effectively conduct its **verification mission.** In this regard, it provides it with expertise and technical assistance.
- France supports **the universalisation of the Additional Protocol,** which extends the IAEA's scope of investigation and is alone able to give the Agency all the necessary verification resources. France itself signed an additional protocol in 1998.

Support to Nuclear-Weapon-Free Zones: In addition to the Antarctic Treaty of 1959, France is party to the protocols to the Treaty of Tlatelolco (ratified in 1974 and 1992), the Treaty of Rarotonga (ratified in 1996) and the Treaty of Pelindaba (ratified in 1996). Moreover France supports the objective of a zone free from weapons of mass destruction and their means of delivery in the Middle East.

France plays an active part in the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT) International Monitoring System. In this capacity, it manages 24 monitoring stations.

Dean Calma, IAEA

Inspection de l'AIEA
IAEA inspection

23 million euros

France's total contribution to the IAEA budget in 2009:

- **€17 million to the regular budget,**
- **€4 million in voluntary contributions,**
- **€2 million to other budgets (financial contributions and staff).**

"Without the Additional Protocol, we cannot really do our work in a credible way"

Director General of the IAEA, Board of Governors, June 2009

Stroppa Philippe/CEA

Tout bien nucléaire et à double usage est soumis au contrôle du NSG
Any nuclear and dual-use good is subject to review by the NSG

Export controls are a key tool in action to curb proliferation.

- France **supports the different informal groups of supplier countries:** the Nuclear Suppliers Group (NSG), the Australia Group, the Zangger Committee, and the Missile Technology Control Regime (MTCR) for which it provides the permanent secretariat.
- It applies **strict national controls.** Under European regulations, the recommendations by the different supplier groups are directly enforceable by national law.
- It is committed, within the NSG, to the adoption of **stricter criteria for the export of enrichment and reprocessing technologies,** which are particularly sensitive.

100 States

France has given negative security assurances to over 100 States in protocols to treaties establishing zones free of nuclear weapons.

3. PRÉVENIR ET ENTRAVER CONCRÈTEMENT LES TRAFICS PROLIFÉRANTS

Convaincue de la nécessité que les normes internationales soient effectivement mises en œuvre par tous, **la France attache une importance particulière au renforcement des efforts concrets visant à prévenir et entraver la prolifération.** Il s'agit notamment de mieux contrôler les exportations, de protéger le patrimoine scientifique et technique le plus sensible, d'entraver les trafics proliférants, de criminaliser les activités proliférantes et de réprimer leur financement.

La France renforce son dispositif juridique interne de lutte contre la prolifération.

- Un **projet de loi,** qui renforce les moyens juridiques de lutte contre la prolifération et en particulier incrimine son financement, est actuellement soumis au Parlement français.
- Une **instruction interministérielle** adoptée en mars 2009 vise à renforcer l'efficacité de l'action de l'État dans la lutte contre la prolifération, en améliorant la coordination interministérielle et en mobilisant l'ensemble des administrations et services concernés.
- Une refonte du dispositif de **contrôle des biens à double usage** est également en cours.

La France participe activement aux nombreuses initiatives internationales de lutte contre la prolifération :

- La promotion de la **mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité**, qui demande à tous les États de renforcer leurs mesures nationales dans le domaine de la lutte contre la prolifération ;
- L'**Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI),** qui vise à intercepter les chargements liés à des programmes d'acquisition d'armes de destruction massive ;
- L'**Initiative globale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT),** qui consiste notamment à réaliser régulièrement des exercices destinés à tester la coordination internationale en cas d'attaque terroriste ;
- Le **Partenariat mondial du G8** contre la prolifération des ADM, lancé en 2002, qui vise à réduire la menace provenant du maintien des arsenaux non conventionnels de l'ex-URSS ;
- Les travaux en cours du **Groupe d'Action financière Internationale** (GAFI) sur la répression du financement de la prolifération.

Exercice piratox en France
Piratox exercise in France

La France soutient le renforcement de l'action concrète de l'Union européenne (UE).

À l'occasion de sa présidence de l'UE, la France a promu l'adoption, en décembre 2008, des « Nouveaux Axes d'Action », qui donnent à l'UE les moyens d'agir dans ces différents domaines.

500 fonctionnaires de l'État **formés depuis dix ans. La France contribue à une formation de haut niveau des États membres de l'UE conformément aux Nouveaux Axes d'Action de l'UE en matière de lutte contre la prolifération des ADM et de leurs vecteurs.**

500
civil servants

trained regarding non-proliferation issues over the past ten years. France is contributing to a high-level training for EU Member States consistent with the New Lines for action by the European Union in combating the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems.

France supports the scaling up of concrete action by the European Union (EU).

As part of its Presidency of the EU, France promoted the December 2008 adoption of the "New Lines for Action", which give the EU the means to act in these different areas.

Composants de centrifugeuses saisis à bord du BBC China
Centrifuges parts seized on the BBC China

3. ACTION TO PREVENT AND STOP PROLIFERATION TRAFFICKING

France is convinced of the need for the international standards to be effectively implemented by all **and prioritises stepping up concrete action to prevent and stop proliferation.** This means better export controls, protecting the most sensitive scientific and technical assets, stopping proliferation trafficking, criminalising proliferation activities and suppressing their financing.

France is stepping up its domestic legal provisions to combat proliferation.

- A **bill** is currently before the French Parliament to scale up the legal resources available to combat proliferation and, in particular, criminalise its financing.
- An **interministerial instruction** was adopted in March 2009 to drive forward the efficiency of government action to combat proliferation by improving interministerial co-ordination and mobilising all the administrations and departments concerned.
- An overhaul of the **dual-use goods control** system is also underway.

France actively participates in the many international anti-proliferation initiatives:

- Promotion of the **enforcement of UN Security Council Resolution 1540,** which calls upon all the States to step up their national measures to combat proliferation;
- The **Proliferation Security Initiative (PSI),** designed to intercept consignments associated with weapons of mass destruction acquisition programmes;
- The **Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism (GICNT),** consisting essentially of regular exercises to test international co-ordination in the event of a terrorist attack;
- The **G8 Global Partnership** against the spread of WMDs, launched in 2002, to reduce the threat from non-conventional arsenals remaining in the former USSR;
- Work by the **Financial Action Task Force (FATF)** to suppress proliferation financing.

4. CE QUE LA FRANCE PROPOSE, AVEC SES PARTENAIRES EUROPÉENS

- Apporter **une réponse résolue aux crises de prolifération,** en particulier en Iran et Corée du Nord ;
- Déterminer les conséquences pour un État du **non-respect de ses obligations** et de son **retrait** du TNP, comprenant notamment une suspension de la coopération nucléaire et des transferts ;
- Promouvoir l'**universalisation** du TNP ;
- Promouvoir l'universalisation et le renforcement du **système de garanties de l'AIEA,** avec en particulier l'adoption universelle du protocole additionnel ;
- Renforcer la **sécurité nucléaire** et la **protection physique des matières nucléaires,** et minimiser, quand c'est techniquement et économiquement faisable, l'usage de l'uranium hautement enrichi dans les activités nucléaires pacifiques, afin d'empêcher le trafic illicite et le terrorisme nucléaire ;
- Renforcer les **contrôles aux exportations,** en particulier des matières et technologies nucléaires sensibles, et développer la coopération technique et les activités d'assistance à cette fin ;
- Coopérer afin de développer les **mécanismes multilatéraux d'assurances de fourniture de combustible nucléaire ;**
- Adopter des **sanctions pénales contre les actes de prolifération** et développer l'assistance aux pays et aux acteurs, privés comme publics, dans le but de les sensibiliser à cet enjeu ;
- Poursuivre au niveau international et national des efforts résolus pour combattre le **financement de la prolifération ;**
- Adopter des mesures pour encadrer et surveiller les **transferts intangibles de connaissances** et de savoir-faire, incluant des mécanismes de coopération en termes de vigilance consulaire ;
- Développer des **technologies** résistantes à la prolifération ;
- Appeler tous les États à adhérer et à mettre en œuvre le **Code de conduite de La Haye sur la prolifération des missiles balistiques (HCOC).**

4. WHAT FRANCE PROPOSES, WITH ITS EUROPEAN PARTNERS

- **Respond firmly to proliferation crises,** particularly in Iran and North Korea;
- Determine consequences for a **State that does not comply with its obligations** and that **withdraws** from the Treaty, including a suspension of nuclear co-operation and transfers;
- Promote the **universalization** of the Treaty;
- Universalize and strengthen the **IAEA safeguards system,** particularly with the universal adoption of the Additional Protocol;
- Strengthen **nuclear security** and the **physical protection of nuclear material,** and minimize, when it is technically and economically feasible, the use of highly enriched uranium in peaceful nuclear activities in order to prevent illicit trafficking and nuclear terrorism;
- Strengthen **export controls,** particularly of sensitive nuclear materials and technologies, and develop in this connection technical co-operation, assistance activities, and information sharing;
- Cooperate to further develop **multilateral nuclear fuel supply mechanisms;**
- Adopt **criminal penalties for acts of proliferation** and develop assistance to countries and actors, both private and public, to raise their awareness about this issue;
- Make resolute international and national efforts to combat **proliferation financing;**
- Adopt measures to prevent **intangible transfers of knowledge** and know-how, including co-operation mechanisms in terms of consular vigilance;
- Develop proliferation-resistant **technologies**;
- Call upon all States to join and implement **The Hague Code of Conduct against Ballistic Missile Proliferation (HCOC).**